

Le « retour de bâton » et la « classe ouvrière blanche » dans les discours de One Nation et du parti libéral australien : 1996-2001

Emilie de Witte, Université Sorbonne Nouvelle

Résumé

L'élection de la députée australienne Pauline Hanson en 1996 rompt le consensus bipartisan autour du multiculturalisme instauré par les travaillistes en 1972. Son discours s'articule autour de la « grande dépossession » et du « grand déclassement », appliqués non aux Aborigènes, mais à une « classe ouvrière blanche » présentée comme dépossédée et menacée de devenir « citoyenne de seconde classe ». Ce « retour de bâton » est amplifié par le Premier ministre libéral John Howard, qui, dès 1996, reprend cette rhétorique. L'analyse des discours de **One Nation** et du parti libéral révèle la construction politique de ce ressentiment blanc. Cette rétrospective encourage à la reconnaissance de parallélismes dans la scène politique contemporaine, et l'entrée en vigueur de politiques populistes et discriminatoires.

Mots-clés : « retour de bâton », « classe ouvrière blanche », One Nation, parti libéral australien, multiculturalisme

Abstract in English

The 1996 election of Australian MP Pauline Hanson disrupted the bipartisan consensus on multiculturalism established by Prime Minister Gough Whitlam in 1972. Hanson's rhetoric invoked the notions of "great dispossession" and "great displacement," reframing them around a "white working class" allegedly deprived of its rights and status. This narrative of victimhood, excluding Indigenous experiences, was soon echoed by Liberal Prime Minister John Howard, who sought to capitalize on Hanson's popularity. A discursive analysis of One Nation and the Liberal Party reveals how appeals to a threatened "white working class" became a key instrument in reshaping Australia's post-1996 political discourse. Within the scope of this issue, this account encourages readers to recognise parallelisms within contemporary political discourse, and the coming about of populist and discriminatory policies.

Keywords: "White backlash", "white working class", One Nation, Liberal Party of Australia, multiculturalism

Le 6 janvier 1996, Pauline Hanson, alors candidate du parti libéral lors des élections fédérales de 1996, écrit une lettre ouverte publiée dans le *Queensland Times* dans laquelle elle s'attaque violemment aux peuples autochtones d'Australie et justifie le racisme.

Comment voulez-vous que ces gens apprennent à se prendre en main quand le gouvernement les arrose d'argent, d'aides et de privilèges, réservés uniquement à eux, même quand il ne leur reste qu'une goutte de sang autochtone dans les veines ? C'est exactement ce type de favoritisme qui provoque le racisme¹.

Face à la controverse, le parti libéral lui retire son investiture ; pourtant, Hanson remporte le siège d'Oxley (Queensland) avec un *swing* de 19,31%, le plus élevé du scrutin, et siège au Parlement en tant que député indépendante. Lors de ces élections du 2 mars 1996, la coalition entre le *Country Party* et le parti libéral australien menée par John Howard obtient une large victoire avec environ 47% des suffrages en première préférence et 94 sièges à la Chambre des représentants. Devenu Premier ministre, Howard n'a jamais condamné publiquement les propos d'Hanson ; il va même jusqu'à s'approprier l'accusation « d'hansonisme » de la part de l'opposition travailliste lors du débat parlementaire sur la *Pacific Solution*, finalement adoptée en 2001, marquant un tournant sécuritaire à l'encontre des demandeurs d'asile². Ce silence et cette stratégie montrent que face au relatif succès électoral d'Hanson, le parti libéral la rejoint dans sa rhétorique de « retour de bâton » contre le multiculturalisme.

Il marque la fin du consensus établi sous Gough Whitlam, dont le gouvernement travailliste avait explicitement promu le multiculturalisme. Lors de la victoire de son parti en 1972, il avait promis une « nouvelle loi [qui] affirme clairement que l'Australie est une nation multiculturelle, où le patrimoine linguistique et culturel des peuples aborigènes, ainsi que celui des peuples du monde entier, peut occuper une place de choix ». En septembre 1975, le Parlement australien ratifiait la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de l'ONU. En décembre 1975, la dernière année de son mandat, le gouvernement faisait voter le *Racial Discrimination Act*, marquant la fin légale de la *White Australia policy*.

La loi interdit désormais la discrimination dans l'accès aux lieux publics, au logement, aux services, aux syndicats et à l'emploi. Les offenses, insultes, humiliations et intimidations publiques d'une

personne sur la base de ses origines sont illégales. Cette base légale d'une politique multiculturelle qui définit des victimes et des coupables alimente son propre rejet : Ghassan Hage note que « L'affirmation même que le multiculturalisme fonctionne bien devient dépendante de la création d'un fossé ontologique entre celle-ci et la "violence raciste". Le multiculturalisme fonctionne bien et appartient à une réalité (*mainstream*), et la violence se déroule dans une autre réalité (marginale) », notant que la fin des années 1990 voit surgir une réaction contre l'héritage multiculturel (Hage 1998). Dans le contexte européen, Roger Hewitt théorise le « retour de bâton blanc » (Hewitt 2005), tandis que Christian Joppke préfère parler de « repli du multiculturalisme » (Joppke 2004) pour décrire la position au tournant des années 2000 des gouvernements européens qui abandonnent leur politique multiculturelle pour se tourner vers un discours identitaire, partant du principe que les politiques multiculturelles auraient été un échec pour l'intégration des minorités ethniques. Dans ce contexte de « retour de bâton », Aurélien Mondon note une « racialisation populiste » du discours politique qui tend à mettre en avant une « classe ouvrière blanche » (Mondon 2018 ; 2023) présentée comme la victime principale des politiques multiculturelles et qu'il faudrait défendre à tout prix afin qu'elle retrouve sa place au cœur de la nation. La porosité entre ce discours typique de l'extrême droite et celui de partis traditionnels de gouvernement comme le parti libéral australien traduit une « normalisation » (« *mainstreaming* ») des idées de l'extrême droite, qui s'installent et influencent durablement un débat qui dépasse les frontières australiennes.

Cette étude mobilise l'analyse critique du discours politique de Teun A. van Dijk (van Dijk 1993) pour examiner ce « retour de bâton » à travers six discours clés : trois de Pauline Hanson, son premier discours au Parlement en 1996, sa première motion de censure la même année et le lancement de son propre parti, *One Nation*, en 1997. Puis trois de John Howard : lors de son premier mandat en 1996, pendant sa campagne pour un deuxième mandat en 1998 et enfin lors de sa campagne pour un troisième mandat en 2001. L'objectif est de dégager la rhétorique commune qui relie le discours populiste d'extrême droite de *One Nation* à celui d'un parti traditionnel de gouvernement, le parti libéral australien, afin de montrer comment se construit en Australie, à partir de 1996, un discours transpartisan de rejet du multiculturalisme au nom d'une identité blanche. Dans le cadre de cette recherche, l'accent est mis sur l'analyse des sources primaires, en particulier

¹ Sauf mention contraire, toutes les traductions sont celles de l'auteur.

² Les demandeurs d'asile arrivant par bateau sont interceptés et transférés dans des centres de détention offshore, leur empêchant de déposer une demande d'asile sur le sol australien.

les discours politiques eux-mêmes. Ce choix s'inscrit dans la continuité des approches en analyse critique du discours (ACD), mais s'en distingue par la volonté de revenir au matériau discursif brut afin d'en saisir les dynamiques internes, la rhétorique et les stratégies d'énonciation. L'objectif est d'analyser la performativité politique des mots – la manière dont les dirigeants, par le choix de certains lexiques et structures, façonnent la mémoire nationale et redéfinissent les frontières de la communauté australienne. Ce recentrage sur les sources primaires permet de replacer chaque discours dans sa temporalité, ses enjeux électoraux et son intertextualité immédiate, en révélant les continuités et les glissements idéologiques entre Pauline Hanson et John Howard.

Dans un premier temps, l'analyse porte sur les discours de Pauline Hanson afin d'en dégager les thèmes, les stratégies et les représentations idéologiques. Dans un second temps, l'étude se concentre sur les interventions de John Howard pour mettre en évidence les continuités rhétoriques et conceptuelles entre les deux acteurs et montrer comment le *white backlash* s'est progressivement inscrit au cœur du discours politique australien.

1. La rapide ascension politique de Pauline Hanson : de députée indépendante à fondatrice du parti *One Nation*, janvier 1996-avril 1997

1.1. Le premier discours de Pauline Hanson au Parlement : « abroger le multiculturalisme », mars 1996

Lors des élections fédérales australiennes du 2 mars 1996, Pauline Hanson était la candidate du parti libéral pour le siège d'Oxley dans le Queensland rural. Dans un premier temps, il est nécessaire d'établir le profil ethnique et socio-économique de cette circonscription afin de mieux comprendre les enjeux de cette candidature. En 2019, Oxley fait toujours partie des circonscriptions les moins privilégiées : elle a été classée 135^e sur les 150 circonscriptions (Roy Morgan Research, 2020). C'est une banlieue résidentielle en zone rurale et un fief travailliste depuis 1961. Selon le recensement de l'*Australian Bureau of Statistics* en 2001, la majorité de la population (37,9 %) était âgée de 25 à 54 ans. 93 % des résidents avaient la citoyenneté australienne et 7,3 % étaient étrangers. La deuxième langue parlée après l'anglais était l'allemand (0,3 %). Les deux premiers secteurs d'emplois étaient l'agriculture et l'éducation. La première religion représentée était anglicane (31 %). Dans ce contexte, Pauline Hanson a insisté sur l'image d'une australienne blanche qui est née et a grandi dans le Queensland rural. Enfin,

du point de vue de l'opinion publique, 1993 est l'année où l'opposition à l'immigration est la plus forte depuis la fin de la Seconde guerre mondiale (Gibson, McAllister, et Swenson 2002, 827).

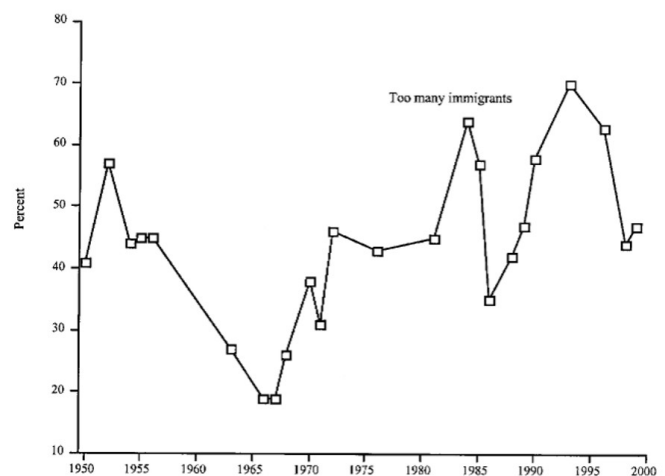


Figure 1 : Opposition à l'immigration dans l'opinion publique, 1950-1999.

Sources : Goot (1984, 1991); *Australian Election Studies*, 1990-1998; *Australian*

Constitutional Referendum Study, 1999.

A l'échelle locale d'Oxley, le 2 mars 1996, Pauline Hanson remporte les élections avec 48,61 % des voix face au député travailliste sortant Les Scott (39,36 %) et à l'échelle nationale, c'est la coalition entre le *Country Party* et le parti libéral qui met fin à treize ans de gouvernement travailliste avec environ 47,3 % des suffrages en première préférence. Après ce changement de majorité, l'hostilité envers l'immigration baisse, notamment parce que le public estime que moins d'immigrés entrent dans le pays sous ce nouveau gouvernement.

Dans ce contexte, Pauline Hanson prononce son premier discours à la Chambre des représentants le 10 septembre 1996 où elle conserve le ton et les propos populistes, xénophobes et racistes de sa campagne électorale. Son intervention, relativement longue, se divise en quatre temps. Elle commence par développer la thèse d'un « racisme inversé », selon laquelle les peuples autochtones d'Australie bénéficieraient de privilèges au détriment des « Australiens ordinaires ». Puis elle dénonce les profits supposés de « l'industrie aborigène », avant d'aborder la question économique nationale, centrée sur la critique des privatisations. Enfin, elle relie économie et identité en présentant « l'abrogation du multiculturalisme » comme une mesure à la fois idéologique et budgétaire.

Dès l'ouverture, Hanson se met en scène comme une figure antisystème : elle n'est pas une « politique

lisse », mais une « femme qui a eu son lot de déboires dans la vie », une « mère célibataire de quatre enfants » et la « propriétaire d'un restaurant de *fish and chips* ». Ce portrait vise à incarner une voix des classes populaires et à légitimer une forme d'autorité morale sur la base du « bon sens » et de « l'expérience ». Après cette présentation, elle évoque la controverse qui l'a mise au premier plan : tout en reconnaissant qu'elle a été accusée d'être « raciste », elle réaffirme que les Aborigènes recevraient « plus d'allocations que les non-Aborigènes ». Elle continue d'entretenir l'idée d'une division raciale au sein de la société australienne. Dans ce discours elle va jusqu'à affirmer être victime, au même titre que les « Australiens *mainstream* » – la classe ouvrière blanche, qu'elle définit jusqu'à présent comme les Australiens, blancs, petits propriétaires – de « racisme inversé », caractéristique selon elle de ce groupe. Cet élément rappelle également la notion en France de racisme anti blanc, propre à la rhétorique de l'extrême droite.

Il est à noter que tout au long du discours, les expressions telles que « Australiens *mainstream* », « Australiens ordinaires », sont utilisées comme des synonymes « d'Australiens blancs ». Selon Pauline Hanson, elle représenterait les « Australiens ordinaires », c'est-à-dire les « Blancs », ou encore les « non-Aborigènes ». Ces derniers seraient victimes d'un « racisme inversé » de la part de ceux qui incarneraient le « politiquement correct » : ceux qui « contrôlent l'argent du contribuable », les « multiculturalistes » et des « groupes de minorités ». Cet appareil politique serait uniquement au « service des Aborigènes ». Ces personnes entraveraient le combat de Pauline Hanson pour « l'égalité ». Si ses opposants considèrent qu'elle est « raciste », elle les qualifie de « nantis, bureaucrates et de faux bons samaritains ». Dans une logique populiste, elle oppose une élite politique dont l'unique but serait de se maintenir au pouvoir au détriment des « Australiens ordinaires ».

En découlerait un « séparatisme » d'État où il y aurait des « millions d'Australiens » qui en auraient « ras-le-bol » de voir les Aborigènes bénéficier « d'opportunités, de terres, d'argent et d'équipements ». Alors même qu'elle ne cesse d'opposer les « Blancs », les « non-Aborigènes » aux « Noirs », aux Aborigènes, Pauline Hanson pointe du doigt un problème « social », les « inégalités » dans la société australienne, transformées par le gouvernement en « problème racial ». Pour justifier sa lutte contre cette supposée inégalité d'abord sociale, elle évoque l'ancien ministre libéral des Affaires Étrangères Paul Hasluck, à l'origine de la *Welfare Ordinance* et du *Wards Employment Ordinance* de 1953 qui avait inscrit sa défense des peuples autochtones dans une vision paternaliste et assimilationniste, faisant écho au *white man's burden*.

Il a toujours utilisé les adjectifs « noir » pour les Aborigènes et « blanc » pour les autres Australiens, exactement comme Pauline Hanson. De fait, malgré sa critique du gouvernement, la députée ne fournit aucune analyse sociale et n'aborde les débats qu'au travers du prisme racial, que ce soient les difficultés économiques, l'histoire ou encore l'identité. Elle termine même sa description de la société australienne en réaffirmant que « cette nation est divisée entre Noirs et Blancs ».

Elle aborde ensuite le sujet de la restitution des terres des peuples autochtones. Jusqu'à présent, elle a insisté plusieurs fois sur le fait que le gouvernement aurait donné des terres aux Aborigènes. Pour souligner cette supposée inégalité par rapport aux « millions d'Australiens », elle cite plusieurs sommes. Le gouvernement aurait dépensé « 40 millions de dollars australiens » en réclamations de *Native Title*, ainsi qu'« un milliard de dollars australiens » en compensation pour les peuples autochtones et les Insulaires de Torres Strait. Néanmoins, elle se contredit encore une fois. Dans le même paragraphe, alors qu'elle ne cesse d'insister sur tous les privilèges dont bénéficieraient « uniquement les Aborigènes », elle déclare que les sommes évoquées sont allées « dans les poches des avocats et des consultants ». Elle affirme : « Aucun titre n'a été attribué ». Par conséquent, selon ses propres dires, les Aborigènes ne seraient pas « arrosés » d'argent public et de « terres ». Elle poursuit dans la contradiction en affirmant d'un côté que les « allocations tuent les Aborigènes » tout en déclarant dans la phrase suivante qu'il y aurait des personnes qui « profitent de l'industrie aborigène ». Elle cite l'exemple des membres du *Council for Aboriginal Reconciliation* qui recevraient « 290 dollars australiens par jour », « 320 dollars australiens d'indemnités de voyage », en plus d'occuper déjà des positions « très bien rémunérées ». Ainsi, le discours populiste de Pauline Hanson entre en conflit avec ses propos xénophobes.

D'un côté, les Aborigènes bénéficieraient de beaucoup d'argent et d'avantages. De l'autre, une élite de fonctionnaires et d'avocats détournerait toutes les sommes destinées aux Aborigènes. Dans le paragraphe suivant elle utilise un troisième exemple, celui de l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Commission, ATSIC* :

C'est une organisation hypocrite et discriminante qui a échoué. C'est un terrible échec pour les personnes qu'elle était censée servir ». Selon ses propos, les Aborigènes seraient effectivement victimes de « discrimination ». Sur la même ligne populiste, la députée dénonce le « séparatisme » qui serait promu par les politiques, tandis qu'elle se présente comme le défenseur d'une union : « un peuple, une nation, un drapeau ».

Sur le plan économique, Hanson adopte le ton de proximité. Elle dénonce « l'atomisation des familles » et le « chômage », particulièrement chez les jeunes de sa circonscription, tout en s'excluant du champ des politiques professionnels : « Ces économistes doivent sortir leur tête de leurs cahiers et avoir un travail dans le vrai monde. Je ne les laisserai même pas s'occuper de mes courses ».

Dans la dernière partie de son discours, Hanson appelle à « revoir complètement » les politiques d'immigration et à « abroger le multiculturalisme », estimant que « l'Australie risque d'être envahie par les Asiatiques ». Cette rhétorique rappelle celle de Margaret Thatcher en 1978 : « Les gens de ce pays ont peur d'être envahis par des gens d'une autre culture ». Elle invoque encore une fois une forme de « bon sens » en utilisant une métaphore simple : « Bien sûr, on me traitera de raciste, mais si j'ai le droit d'inviter qui je veux dans ma maison, alors je devrais aussi avoir mon mot à dire sur qui entre dans mon pays ». Il est à noter qu'elle évoque plusieurs fois les accusations de racisme sans pour autant faire un démenti : elle n'affirme jamais explicitement ne pas être raciste. *A contrario*, elle se sert de cette accusation comme un faire-valoir : cette accusation découlerait du fait qu'elle se fait l'écho de la « majorité des Australiens ».

Elle s'appuie aussi sur la référence à Arthur Calwell, ministre travailliste de l'Immigration en 1945, pour légitimer son discours. En citant un homme politique connu pour sa défense d'une immigration exclusivement blanche, elle tente de transformer un racisme d'Etat passé en tradition nationale. Ce procédé suggère une continuité idéologique au-delà des clivages partisans, comme si le racisme constituait un consensus australien refoulé.

Pauline Hanson conclut son discours en liant l'immigration et l'économie : « abolir le multiculturalisme » est présenté comme une mesure économique qui permettrait d'économiser « des milliards de dollars australiens ». Elle resserre son discours en passant de l'échelle nationale à l'échelle locale en insistant sur le fait que toutes ces mesures concerneraient directement son électorat d'Oxley car il est « représentatif de l'Australie *mainstream* ». Sur un ton maternel elle affirme « qu'elle sait qu'elle peut s'occuper des habitants d'Oxley » car, comme

eux, elle n'est « qu'une Australienne ordinaire ». Elle conclut en affirmant qu'il est « rafraîchissant de pouvoir exprimer ses opinions sans avoir à dépasser les lignes d'un parti ».

Par conséquent, le premier discours de Pauline Hanson illustre déjà les principaux ressorts de son positionnement idéologique : un rejet violent des peuples autochtones d'Australie et du multiculturalisme en général au nom de la défense des Australiens ordinaires, blancs. Ce discours, prononcé dans un cadre solennel et protégé de toute contradiction, contribue à installer durablement une rhétorique du ressentiment et du repli dans l'espace politique australien.

1.2. La motion contre l'aide étrangère, octobre 1996

Quelques semaines plus tard, le 28 octobre 1996, cette logique de confrontation trouve un nouvel écho lors des questions au Premier ministre. Hanson interpelle directement John Howard, chef du gouvernement, au sujet de l'aide étrangère. Elle propose d'en réduire le montant afin de rediriger les fonds vers la création d'un service national pour les jeunes. Présentée comme une mesure sociale en faveur de l'emploi, cette proposition s'inscrit en réalité dans la continuité du discours populiste et xénophobe de la députée : elle établit une opposition entre les « Australiens », présentés comme victimes d'un système injuste, et les bénéficiaires étrangers, perçus comme indûment privilégiés.

Hanson affirme que la réduction de l'aide internationale permettrait de financer des projets nationaux tels que la « construction de routes, ponts et chemins de fer », et donnerait la priorité à la jeunesse australienne. Cette mesure est présentée comme une solution directe au chômage des jeunes, mais son argumentation repose sur une logique d'exclusion : selon elle, les Australiens seraient contraints de « se battre » contre des pays étrangers pour obtenir des fonds issus de leurs propres impôts. L'aide internationale, estimée à 1,5 milliard de dollars australiens par an, est ainsi décrite comme une ponction injuste au détriment du contribuable.

Cette prise de parole est particulièrement significative car elle constitue la première interaction publique entre la nouvelle députée indépendante et le Premier ministre du parti libéral. L'échange met en lumière l'impact immédiat du discours de Hanson sur la scène politique australienne. La réponse de John Howard révèle une stratégie d'équilibriste : tout en défendant officiellement le principe de l'aide étrangère, il reprend plusieurs éléments de langage de Hanson, adoptant un ton de compréhension et

d'empathie à l'égard des « inquiétudes des Australiens », légitimant la prétention d'Hanson à les représenter. Le Premier ministre répète à trois reprises : « Je comprends ». Il déclare d'abord « comprendre que les Australiens puissent être suspicieux à l'égard de l'aide étrangère », puis ajoute qu'il est « légitime que les Australiens aient l'impression que cette aide n'est pas utilisée efficacement ». Enfin, il affirme « comprendre la colère des Australiens qui estiment que leurs impôts sont gaspillés ». Ce triptyque rhétorique – comprendre, légitimer, partager la colère – transforme une question xénophobe en expression de préoccupations nationales rationnelles et respectables. Or, comme l'a montré l'analyse précédente, le terme « Australiens » dans le discours de Hanson désigne exclusivement les Australiens blancs. En reprenant ce vocabulaire sans le remettre en cause, Howard valide implicitement cette définition raciale de la citoyenneté. Il ne se contente pas de ne pas condamner Hanson : il normalise son lexique, en inscrivant son discours dans un champ de respectabilité politique.

L'échange entre Pauline Hanson et John Howard autour de l'aide étrangère révèle donc un tournant décisif : en quelques mois à peine, la rhétorique d'une députée indépendante parvient à influencer le langage du pouvoir exécutif. Le populisme racial et le discours de l'exclusion, initialement cantonnés à la périphérie du débat public, trouvent désormais une forme de légitimité dans l'espace politique institutionnel. Cette légitimation marque la consolidation d'un cadre discursif fondé sur la peur du déclin national, la dénonciation des élites et la réaffirmation d'une identité australienne blanche, homogène et menacée.

1.3. *One Nation* : fédérer par l'exclusion

Le 11 avril 1997, Pauline Hanson franchit une nouvelle étape dans la formalisation de ce discours avec le lancement officiel de son propre parti, *One Nation*, à Ipswich (Queensland). Ce discours fondateur constitue à la fois l'aboutissement de sa stratégie politique et la systématisation idéologique des thèmes déjà évoqués dans ses précédentes interventions : rejet du multiculturalisme, peur de l'Autre, exaltation du peuple australien « ordinaire » et critique du système parlementaire. L'analyse de ce texte permet ainsi de comprendre comment Hanson transforme une posture individuelle de contestation en mouvement politique structuré, incarnant une nouvelle forme de nationalisme populiste dans l'Australie de la fin des années 1990.

Hanson décline l'objectif de la création de *One Nation* en quatre « opportunités ». D'abord, celle

de « se débarrasser de l'injustice » produite par le « politiquement correct », lequel priverait les « vrais Australiens » de liberté d'expression. Ensuite, celle de « se confronter à ceux qui ont trahi le pays », accusés d'avoir « détruit l'identité australienne » en « imposant la culture des autres ». Enfin, l'ultime opportunité serait de « préserver l'Australie telle qu'on l'a connue, aimée et pour laquelle on s'est battu ». Ce triptyque reprend les idées de la *White Australia Policy*, selon laquelle l'identité nationale serait menacée par l'ouverture multiculturelle et l'immigration. Si ces opportunités ne sont pas saisies, Hanson prédit un futur apocalyptique : les Australiens « perdront leur pays pour toujours » et deviendront des « étrangers dans leur propre patrie ». Cette perte du pays est aussi une perte de statut social, la transformation des Australiens en « citoyens de seconde classe ». Le thème de la dépossession nationale est donc au cœur du discours : l'Australie serait en train d'être confisquée au profit d'élites multiculturelles et de minorités privilégiées. Hanson se présente à la fois comme victime et héroïne sacrificielle.

Les rares hommes politiques qui se soucient assez de la situation pour la reconnaître n'osent pas s'exprimer, car les multiculturalistes politiquement corrects et certains médias les insulteront, leurs collègues prendront leurs distances, et leur parti les anéantira. Dans mon propre cas, lorsque j'ai dit ce que nous savons tous être la vérité, le parti libéral m'a retiré mon investiture et s'est servi de moi comme exemple pour montrer ce qui arrivera à ceux qui rompent les rangs et disent la vérité.

À travers cette mise en scène, Hanson transforme son exclusion du parti libéral en preuve de son intégrité. Elle revendique une position de martyr politique : celle qui dit la vérité contre le consensus. Ce paradoxe, typique du populisme, consiste à se dire bâillonnée tout en occupant le centre du débat public. Députée, médiatisée et désormais cheffe de parti, Hanson prétend être réduite au silence alors même qu'elle bénéficie d'une visibilité exceptionnelle.

Dans la seconde partie de son discours, Hanson mobilise des arguments économiques pour légitimer sa vision du déclin national. Elle prend 1961 comme année de référence : « en 1961, le chômage était à 2,6 % [...]. Aujourd'hui, il est bien plus élevé ». Elle souligne qu'à cette époque, « 27,5 % des Australiens travaillaient en usine », avant de poser la question : « Où vont les emplois ? Ils vont dans des pays comme l'Indonésie [...] ». Le choix de 1961 est significatif : il correspond à la période d'assouplissement de la *White Australia Policy*, symbole d'une ouverture que Hanson dénonce implicitement. Sans fournir de chiffres récents, elle relie le chômage australien à la

prospérité de l'Asie, qu'elle décrit comme obtenue « au prix de nos emplois ». Par un usage appuyé du possessif – nos emplois, nos produits – elle suggère que les travailleurs asiatiques auraient volé le travail des Australiens.

Elle élargit ensuite son propos à la classe ouvrière rurale.

Le gouvernement ne se contente pas de donner des emplois australiens à des pays étrangers, chaque jour il laisse une partie de notre pays être vendue, une partie qu'on ne récupérera jamais. Dans l'Australie rurale, 30 familles quittent la campagne chaque semaine. Sans changement, nous perdrons 24 000 agriculteurs qui rejoindront les files d'attentes pour les allocations.

Son idée de la « classe ouvrière blanche » s'accompagne d'une rhétorique de la dépossession, la terre, le travail et la souveraineté nationale seraient vendus à l'étranger. Pour Hanson, la solution réside une fois encore dans l'exclusion des minorités : d'abord les peuples autochtones d'Australie, ensuite les Asiatiques, en Australie comme à l'extérieur. Elle relie d'ailleurs explicitement le phénomène d'exode rural à la question autochtone.

Pensez à la différence qu'une partie des plus de 30 milliards de dollars australiens versés à l'ATSIC aurait pu faire si elle avait été utilisée pour aider les agriculteurs australiens, plutôt que d'être dilapidée sans contrôle, sans amélioration apparente de la situation des peuples autochtones d'Australie.

Cette citation illustre la récurrence de la figure du bouc émissaire autochtone : la misère des ruraux blancs serait due à l'argent gaspillé pour les peuples autochtones. Hanson reformule ainsi son double thème de prédilection : le « grand déclassement » des Australiens ordinaires et la « grande dépossession » nationale.

Dans la dernière partie de son discours, Hanson adopte un ton ouvertement belliqueux : « Nous reconquerrons notre pays et l'avenir de nos enfants. [...] Ce soir, nous commençons à riposter. [...] Qui parmi vous ne rejoindra pas ce combat ? ». L'Australie est décrite comme un champ de bataille où s'opposent deux camps irréconciliables : le « nous » – les Australiens blancs – et « eux », les Aborigènes, les Asiatiques, les étrangers et les multiculturalistes. Le discours se transforme en véritable déclaration de guerre, où la reconquête du pays devient synonyme de survie nationale. Cette logique binaire s'accroît dans une série de questions rhétoriques adressées

à ses « ennemis » : « Voulez-vous que l'Australie ressemble à l'Indonésie, au Cambodge ou au Vietnam ? [...] Voulez-vous une guerre civile ? ». Par cette accumulation d'exemples négatifs – des pays de l'Asie du Sud-Est associés aux conflits, à la guerre, à la pauvreté et au chaos – Hanson oppose une Australie intensément patriote, ordonnée et blanche à un monde étranger perçu comme menaçant. Elle prétend défendre la paix tout en la conditionnant à la guerre contre l'Autre. Enfin, elle explique que pour « gagner », les Australiens doivent « arrêter toute immigration, sauf celle liée aux investissements » et « abolir les lois relatives aux Aborigènes et au multiculturalisme ». Ces réformes sont présentées comme les conditions nécessaires à la survie du pays. Elle conclut : « Je suis pour la vérité. Je suis pour qu'on soit Australien. Je suis pour qu'on ne soit qu'un peuple, sous un même drapeau et avec la même législation ». Le nom même du parti, *One Nation*, résume cette ambition : un nationalisme ethnique fondé sur l'exclusion.

En l'espace d'une année, Pauline Hanson est passée du statut de conseillère municipale méconnue à celui de cheffe de parti. À travers ses différentes interventions son discours reste remarquablement stable : raciste, xénophobe et populiste. Elle érige une identité australienne « blanche » comme norme et justifie la lutte contre les minorités et le multiculturalisme au nom de la défense des « Australiens ordinaires ». Son idéologie repose sur deux piliers : la crainte d'un déclassement social et d'une dépossession culturelle. Si les Australiens *mainstream* ne rejoignent pas sa cause, ils perdront tout : leur statut, leurs terres et leur pays. Parallèlement, Hanson construit un récit populiste dans lequel une élite multiculturelle maintiendrait son pouvoir en favorisant les minorités ethniques et en muselant les voix dissidentes. Seule face au système, elle se proclame porte-parole des « vrais Australiens » : blancs, travailleurs et patriotes.

2. John Howard : la réponse du parti libéral au « hansonisme »

2.1. Le récit national du « mainstream australien », novembre 1996

Le 18 novembre 1996, le Premier ministre libéral John Howard prononce un discours en hommage à Robert Menzies, fondateur du parti libéral et figure emblématique du conservatisme australien. Sous couvert de célébrer son prédécesseur, Howard fait de « l'histoire australienne » le cœur de son propos et met en garde contre sa prétendue « réécriture ». Howard dénonce en effet une offensive politique et intellectuelle visant, selon lui, à ternir l'héritage de Menzies. Or ce dernier, Premier ministre à

deux reprises (1939-1941 puis 1949-1966), fut un défenseur de la *White Australia Policy*, qu'il justifiait au nom du « bon sens pratique » et de la préservation d'une identité raciale homogène. S'il a promulgué en 1962 le *Commonwealth Electoral Act* accordant le droit de vote aux Aborigènes, cette mesure resta largement symbolique : elle excluait en réalité les Aborigènes encore considérés comme *wards of state*, statut abrogé seulement en 1971. L'égalité électorale ne sera effective qu'en 1984, sous le gouvernement travailliste de Bob Hawke. L'héritage de Menzies repose donc sur une intégration limitée et paternaliste des Aborigènes, que John Howard défend sans nuance. Dans son discours, il rejette les critiques du passé colonial, qu'il assimile à un « *historically correct* », version historique du « politiquement correct » et va jusqu'à comparer la remise en question de l'histoire nationale à un « rite d'arrachage d'yeux », image choquante renvoyant à des stéréotypes sur les traditions des peuples autochtones. Par ce procédé rhétorique, Howard accuse ses opposants de diviser la nation, tout en instaurant lui-même une opposition entre un « nous » – les Australiens « fiers » – et « ceux » qui voudraient « réécrire » le passé.

Cette logique binaire se retrouve dans sa conception de la « Réconciliation » avec les peuples autochtones : Howard refuse toute idée d'excuse ou de reconnaissance constitutionnelle, et propose à la place un programme socio-économique centré sur la santé, l'emploi et l'éducation, qu'il conclut par la nécessité de « favoriser l'indépendance économique ». Sous des dehors pragmatiques, cette formule véhicule le stéréotype des peuples autochtones prétendument dépendants des aides publiques – un thème cher à Pauline Hanson. Sa « Réconciliation » vise ainsi à réintégrer les Aborigènes dans le récit national sans remettre en cause les rapports de pouvoir hérités de la colonisation. Howard enchaîne ensuite une série d'affirmations patriotiques, répétant à plusieurs reprises que « nous avons raison d'être fiers » de l'Australie : de son économie, de son égalitarisme, de sa démocratie et de sa diversité ethnique. Cette insistance sur le pronom collectif « nous » construit un patriotisme exclusif où les Aborigènes, bien qu'évoqués, restent extérieurs à la communauté nationale célébrée. Enfin, Howard réactive le concept des « personnes oubliées », emprunté à Menzies, qu'il associe au *mainstream* australien : petits entrepreneurs, agriculteurs, travailleurs et familles ordinaires. Ce portrait de l'Australien moyen rejoint la rhétorique populiste de Pauline Hanson, qui érigeait déjà la « classe ouvrière blanche » en incarnation du peuple authentique. Ainsi, dès son premier mandat, John Howard s'inscrit dans un consensus où gouvernement et opposition partagent une même rhétorique de défense du « vrai Australien ». En assimilant la reconnaissance du

passé colonial à un excès de repentir, il contribue au « retour de bâton » contre le multiculturalisme et à la réaffirmation d'une identité nationale blanche, homogène et fière d'elle-même.

2.2. « Nos camarades » du *bush*, septembre 1998

Lors des élections de l'Etat du Queensland en juin 1998, *One Nation* remporte 22,7 % de suffrage de première préférence, lui permettant d'obtenir onze élus et faisant du parti le troisième le plus important à la Chambre.

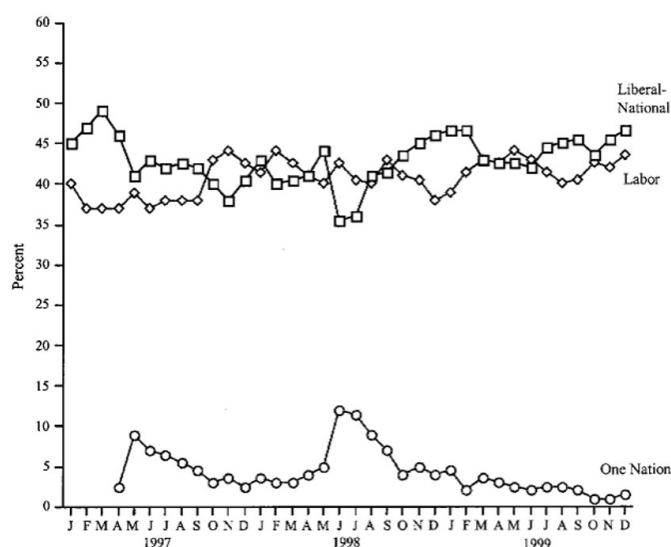


Figure 2 : Intensions de vote lors des élections fédérales, janvier 1997-décembre 1999.

Source : Newspoll Market Research

À l'échelle fédérale, *One Nation* connaît justement un pic dans les intentions de vote en juin 1998, qui coïncide avec le point le plus bas dans les intentions de vote pour la coalition (Gibson, McAllister, and Swenson 2002, 825). Dans ce contexte, après avoir consolidé, dès son premier mandat, une rhétorique nationaliste centrée sur la fierté australienne et la défense du « mainstream », John Howard poursuit dans la même veine lors de sa campagne de 1998.

Le 20 septembre 1998, quelques jours avant les élections fédérales d'octobre, John Howard prononce un discours centré sur la politique économique et la réforme fiscale qu'il propose d'instaurer. Il y défend le bilan de son premier mandat et critique les résultats économiques du précédent gouvernement travailliste. Cependant, une partie significative de son allocution est consacrée à « l'Australie rurale », à laquelle il rend un hommage appuyé : « Mes amis, l'Australie rurale continue de faire face à de très grands défis. Et je sais que nous tous, qui avons grandi en ville, considérons que le bush et tout ce qu'il apporte font partie de l'Australie que nous

aimons ».

Par cet emploi répété du « nous » et d'expressions comme « mes amis » ou « nos camarades Australiens », Howard met en scène une fraternité nationale unissant urbains et ruraux, tout en érigeant ces derniers en gardiens des valeurs australiennes.

Le Premier ministre promet ensuite une série de mesures économiques ciblées : une réduction sur le prix de l'essence et un programme de 70 millions de dollars destiné à créer 500 centres de services ruraux, pour pallier la disparition des infrastructures essentielles (banques, postes, télécommunications, *Medicare*). Il affirme que la majeure partie des bénéfices de sa réforme fiscale, évalués à 3,5 milliards de dollars australiens, sera allouée à l'Australie rurale.

Ce discours inscrit les agriculteurs au cœur du projet économique et moral de la nation : ils deviennent, dans la continuité des « petites entreprises » célébrées en 1996, une autre incarnation des « personnes oubliées » de Menzies, chères à la rhétorique de Howard. Il élargit ainsi sa base symbolique : après les petits entrepreneurs, il s'adresse désormais aux agriculteurs, deux figures présentées comme les piliers vertueux d'une « classe ouvrière blanche » idéalisée. La convergence avec le discours de Pauline Hanson est évidente : tous deux valorisent un peuple travailleur et « authentiquement australien », en opposition implicite aux élites urbaines multiculturalistes et aux minorités.

Lors des élections fédérales d'octobre 1998, la coalition entre le *Country Party* et le parti libéral remporte 80 sièges à la Chambre des représentants et 34 au Sénat, malgré une perte nette de sièges. Le parti travailliste progresse, tandis que *One Nation*, désormais présent dans les cinq États, réalise une percée notable et décroche son premier siège au Sénat avec Heather Hill, même si Pauline Hanson perd le sien. Le redécoupage de la circonscription d'Oxley en 1997, qui a abouti à la création du siège de Blair, modifie profondément la composition socio-économique de la région et affaiblit la base électorale de Hanson. Lors du scrutin, bien qu'elle arrive en tête du premier tour avec 36 % des voix, un accord stratégique entre les trois grands partis – libéral, national et travailliste – permet d'orienter les préférences en faveur du candidat libéral Cameron Thompson, qui l'emporte finalement. Cette coopération interpartis illustre la volonté collective de faire barrage à l'extrême droite sans pour autant s'y opposer sur le plan idéologique. En effet, au lieu d'affirmer une alternative progressiste fondée sur la défense du multiculturalisme, les principaux partis australiens ont choisi de contenir *One Nation* par

des manœuvres électorales, tout en reproduisant une partie de sa rhétorique populiste.

Au cours de son deuxième mandat, John Howard poursuit la consolidation d'un discours nationaliste et sécuritaire qui prolonge ses positions de 1996 et 1998. Après avoir mobilisé le thème de la fierté nationale, puis celui de l'Australie rurale comme cœur du « vrai peuple », il déplace désormais le débat vers la protection des frontières et la sécurité nationale.

2.3. Le « hansonisme » contre les immigrés

En août 2001, la crise de Tampa éclate lorsque le capitaine d'un cargo norvégien, le MV Tampa, porte secours à une centaine de réfugiés indonésiens en détresse dans l'océan Indien. Malgré les appels répétés du capitaine pour accoster sur Christmas Island, John Howard refuse l'autorisation, affirmant : « Je pense que c'est dans l'intérêt national de l'Australie de fixer des limites au nombre de migrants illégaux qui arrivent dans ce pays ». Comme Pauline Hanson avant lui, Howard justifie sa politique migratoire par la nécessité de préserver la souveraineté nationale face à une immigration présentée comme « incontrôlable ». Lorsque le Tampa entre tout de même dans les eaux australiennes face à la dégradation de la santé des passagers, le gouvernement envoie l'armée pour l'empêcher d'accoster. Howard instrumentalise cette crise pour faire adopter la *Pacific Solution*, un ensemble de lois excluant certaines îles (dont Christmas Island) de la zone de migration australienne. Les réfugiés qui y parviennent ne peuvent plus y demander l'asile et sont envoyés dans des centres de détention à Nauru et en Nouvelle-Zélande, créés à la suite d'accords conclus en septembre 2001. Cette politique, soutenue par une majorité du parti travailliste, révèle une nouvelle fois le consensus bipartite autour du durcissement migratoire, symptôme du « retour de bâton » contre le multiculturalisme australien.

Le 28 octobre 2001, lors du lancement de sa campagne pour un troisième mandat, John Howard dresse un bilan entièrement positif de son action. Deux thèmes dominant : la lutte contre le terrorisme et le contrôle de l'immigration. Il affirme que l'Australie « n'est plus un lieu aussi sûr qu'il y a une génération », évoquant les menaces du « crime international » et des « groupes terroristes » – ces menaces sont systématiquement extérieures – justifiant selon lui une « inflexibilité » sur le droit du pays à protéger ses frontières. Il résume cette position dans une formule devenue emblématique : « Nous déciderons qui entre dans ce pays et sous quelles conditions ». Cette déclaration, en miroir exact du discours de Pauline Hanson, repose sur le même

usage exclusif du pronom « nous » et sur la même idée d'un peuple souverain menacé par des intrus. Howard s'en prend ensuite au chef de l'opposition travailliste, Kim Beazley qui l'avait accusé d'être un « amateur du hansonisme ». En mobilisant ce terme, Howard reconnaît implicitement l'influence durable de Pauline Hanson sur la vie politique australienne : son nom devient l'étiquette d'un courant idéologique à part entière. Il reproche ensuite aux travaillistes leur incohérence – avoir voté contre puis pour la loi de protection des frontières – afin de se présenter comme le seul dirigeant cohérent et résolu face à la menace migratoire.

Dans la suite de son discours, Howard réaffirme le « nous » national : « Nous défendrons nos frontières et nous déciderons qui vient dans ce pays. Néanmoins, nous le ferons avec la décence qui caractérise les Australiens ». En attribuant cette « décence » comme valeur intrinsèque au *mainstream* australien, il ajoute à sa définition de la « classe ouvrière blanche » une dimension morale, opposée aux « migrants illégaux ». L'expression « *mainstream Australians* », utilisée à plusieurs reprises, renforce encore le lien rhétorique avec le discours de Hanson.

La coalition entre le Country Party et le parti libéral remporte les élections de novembre 2001 avec 42,9 % des voix et une confortable majorité de 82 sièges à la Chambre des représentants (McAllister 2004, 449).

	% Party vote	Change	Seats	Change
Liberal Party	37.4	+ 3.2	69	+ 5
National Party	5.6	+ 0.3	13	- 3
(Total Coalition)	(43.0)	(+ 3.5)	(82)	(+ 2)
Australian Labor Party	37.8	- 2.3	65	(- 2)
Australian Democrats	5.4	+ 0.3	0	0
Pauline Hanson's One Nation	4.3	- 4.1	0	0
Greens	4.4	+ 2.3	0	0
Others	5.1	+ 0.3	3	(+ 2)

Notes:

The party vote is the first-preference vote. The change columns show the change in the percentage first-preference vote and seats, respectively, from the 1998 federal election. In 1998 there were 148 House of Representatives seats, in 2001, 150 seats.

Figure 3 : Résultats des élections à la Chambre des représentants, 2001.

Source : Australian Electoral Commission.

La crise de Tampa est l'événement à partir duquel les intentions de vote pour la coalition se sont clairement démarquées de celles pour le parti travailliste. La coalition a ainsi gagné 5% des intentions de vote (McAllister 2004, 447).

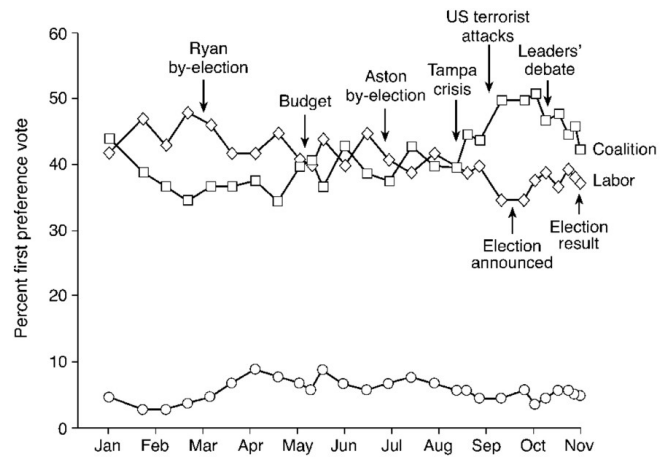


Figure 4 : Intensions de vote, janvier-novembre 2001.

Source : Goot (2002).

Ces dernières ont augmenté encore plus considérablement après les attentats du 11 septembre 2001. Même s'ils ont eu lieu aux Etats-Unis, John Howard n'a cessé de répéter que ces événements concernaient aussi directement les Australiens. Il a exprimé un soutien inconditionnel au gouvernement américain et a accepté de déployer des troupes australiennes en Irak. Les attentats terroristes sont devenus la nouvelle justification d'une politique migratoire toujours plus sévère : dès lors, les immigrés sont présentés comme de potentiels terroristes. En dehors de ces crises, on peut constater une baisse des intentions de vote.

Le 9 octobre 2004, la coalition remporte sa quatrième victoire consécutive avec 46, 7% de suffrages de premier choix et obtient la majorité dans les deux Chambres, la plus importante depuis les années 1970. John Howard est confirmé dans sa position de Premier ministre pour un quatrième mandat.

Conclusion

L'analyse croisée des discours de Pauline Hanson et de John Howard révèle une profonde convergence idéologique entre l'extrême droite émergente et le gouvernement libéral de la fin des années 1990. Si Hanson incarne un populisme ouvertement xénophobe et décomplexé, Howard en reprend la structure rhétorique, en l'intégrant dans un cadre politique institutionnel et légitime. Ce glissement marque une normalisation du discours populiste dans la sphère gouvernementale australienne.

Pauline Hanson, dès 1996, construit sa légitimité en opposant l'« Australien ordinaire » – blanc, travailleur et rural – à des élites urbaines jugées déconnectées et à des minorités perçues comme favorisées. Son discours s'appuie sur la dénonciation du multiculturalisme, accusé d'avoir fragmenté la nation et trahi les « vrais Australiens ».

John Howard, quant à lui, reprend ces thématiques dès son premier mandat : il célèbre « l'Australien mainstream », rejette la réconciliation au nom de la fierté nationale, puis érige les petits entrepreneurs et les agriculteurs en piliers du peuple authentique. Sous une apparence de modération, il reformule les mêmes peurs identitaires et sociales que Hanson, tout en leur conférant une légitimité politique et morale. Le parallèle s'accroît dans ses deux mandats suivants. En 1998, la valorisation de l'Australie rurale et des « oubliés » de la prospérité s'inscrit dans la même rhétorique du peuple menacé par les élites. Puis, en 2001, la crise de Tampa et la *Pacific Solution* marquent un tournant sécuritaire : Howard fait de la protection des frontières le symbole de la souveraineté nationale. Son célèbre « Nous déciderons qui entre dans ce pays » condense une vision du monde fondée sur la peur de l'Autre et la défense exclusive d'une communauté nationale blanche.

Ainsi, la trajectoire de Pauline Hanson et celle de John Howard ne s'opposent pas : elles se répondent et se nourrissent mutuellement. Hanson a ouvert un espace discursif fondé sur la nostalgie et l'exclusion, qu'Howard a ensuite institutionnalisé. Le populisme de la première a servi de laboratoire idéologique au second. Ensemble, ils ont façonné les termes du débat public australien autour de la souveraineté, de l'identité et de la peur, au détriment des valeurs de diversité et de réconciliation. Ce double mouvement illustre pleinement le « retour de bâton » contre le multiculturalisme : ce n'est plus seulement l'extrême droite qui le remet en cause, mais le cœur même du pouvoir politique. En intégrant les thèmes de Hanson dans le discours national, John Howard a contribué à redéfinir la norme du patriotisme australien incarné par une « classe ouvrière blanche ».

Bibliographie

Sources primaires

- Hanson, Pauline. 1996a. "Equal Justice for All." *Queensland Times*, January 6. <https://www.gwb.com.au/gwb/news/onenation/qtfirst.html>
- Hanson, Pauline. 1996b. "Maiden Speech." *Australian House of Representatives*, Canberra, September 10. <https://www.smh.com.au/politics/federal/pauline-hansons-1996-maiden-speech-to-parliament-full-transcript-20160915-grg3v3.html>
- Hanson, Pauline. 1996c. "Prime Minister Question." *Australian House of Representatives*, Canberra, October 28.
- Hanson, Pauline. 1996d. "Adjournment, Aboriginal Affairs." *Australian House of Representatives*, Canberra, October 31.
- Hanson, Pauline. 1997. "One Nation." Ipswich, Queensland, April 11. <https://www.gwb.com.au/gwb/news/onenation/speech.html>
- Howard, John. 1996. "The Liberal Tradition: The Beliefs and Values Which Guide the Federal Government." Sydney, New South Wales, November 18. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-10171>
- Howard, John. 1998. "Election Speech." Parramatta, New South Wales, September 20. <https://electionspeeches.moadoph.gov.au/speeches/1998-john-howard>
- Howard, John. 2001a. "Strength through Diversity." Wellend, Adelaide, October 16. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-12314>
- Howard, John. 2001b. "Address at the Federal Liberal Party Campaign Launch." Sydney, New South Wales, October 28. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-12389>
- Gibson, Rachel, Ian McAllister, and Tami Swenson. 2002. "The Politics of Race and Immigration in Australia: One Nation Voting in the 1998 Election." *Ethnic and Racial Studies* 25 (5): 823–844. <https://doi.org/10.1080/0141987022000000262>
- McAllister, Ian. 2003. "Border Protection, the 2001 Australian Election and the Coalition Victory." *Australian Journal of Political Science* 38 (5): 445–463. <https://australianelectionstudy.org/wp-content/uploads/McAllister-Border-Protection-2004.pdf>
- Menzies, Robert. 1942. "The Forgotten People." *Menzies Research Institute*, May 22. <https://www.menziesrc.org/the-forgotten-people>

Sources secondaires

- Abbondanza, Gabriele. 2024. "Out of Sight, out of Mind? The Bipartisan Australian Foreign Policy on Irregular Migration." *Australian Journal of International Affairs* 78 (5): 702–721. <https://doi.org/10.1080/10357718.2024.2398748>
- Bhambra, Gurinder K. 2017. "Brexit, Trump and 'Methodological Whiteness': On the Misrecognition of Race and Class." *British Journal of Sociology* 68 (S1): 214–232. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12317>
- Goot, Murray, and Ian Watson. 2001. "One Nation's Electoral Support: Where Does It Come From, What Makes It Different and How Does It Fit?" *Australian Journal of Politics and History* 47 (2): 159–191. <http://dx.doi.org/10.1111/1467-8497.00226>
- Goot, Murray. 2005. "Pauline Hanson's One Nation: Extreme Right, Centre Party or Extreme Left?" *Labour History* 89: 101–119. <https://doi.org/10.2307/27516078>
- Hage, Ghassan. 1998. *White Nation: Fantasies of White Supremacy in a Multicultural Society*. Sydney: Pluto Press.
- Hewitt, Roger. 2005. *White Backlash and the Politics of Multiculturalism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Joppke, Christian. 2004. "The Retreat of Multiculturalism in the Liberal State: Theory and Policy." *The British Journal of Sociology* 55 (2): 237–257. <https://doi.org/10.1177/1468796817713040>
- Mondon, Aurélien. 2011. *The Deep Roots of the Populist Reaction in Parliamentary Democracies: The French and Australian Cases as Perspectives*. PhD diss., La Trobe University.
- Mondon, Aurélien, and Aaron Winter. 2018. "Whiteness, Populism and the Racialization of the Working Class in the United Kingdom and the United States." *Identities* 26 (5): 510–528. <https://doi.org/10.1080/1070289X.2018.1552440>
- Mondon, Aurélien. 2023. "Epistemologies of Ignorance in Far Right Studies: The Invisibilisation of Racism and Whiteness in Times of Populist Hype." *Acta Politica* 58: 876–894. <https://doi.org/10.1057/s41269-022-00271-6>
- Patty, Anna. 2018. "'Class Cluelessness' in Australia Is Not a White Working Class Issue." *The Sydney Morning Herald*, January 9.
- Piquet, Martine. 2004. *Australie plurielle: Gestion de la diversité ethnique en Australie de 1788 à nos jours*. Paris: L'Harmattan.
- Piquet, Martine. 2012. "Le multiculturalisme australien." *Pouvoirs* 141 (février): 65–76.
- Pons, Xavier. 1996. *Le multiculturalisme en Australie: Au-delà de Babel*. Paris: L'Harmattan.